

**Comité Technique Local du 23 OCTOBRE 2020****Déclaration Liminaire****NRP : comment abuser son monde !**

M. Le Président du CTL,

Celui-ci est consacré cette fois uniquement au Nouveau Réseau de Proximité pour lequel vous demandez notre avis sur sa phase de présentation immobilière et organisationnelle pour les opérations 2021.

C'est un comble de demander un avis aux organisations syndicales sur une réforme qui va imposer la liquidation du réseau au pas de charge et dont nous demandons l'abandon depuis presque 18 mois !

**Nous revenons donc un an en arrière, comme si de rien n'était ou qu'une crise sanitaire majeure affectant tout le pays et nos services DGFIP n'avait pas existé et été terminée !!**

Dans les Bouches du Rhône comme ailleurs, la grossière propagande menée par la direction vise à faire passer une fermeture plus ou moins généralisée de nos services pour une augmentation des points d'implantation en présentant des coquilles vides comme des sites DGFIP (les fameux points bleus de votre carte appelés Espaces France Service) !

Nous savons, M le Directeur Régional, que vous avez pris le temps de rencontrer tous les élus concernés par les restructurations de nos services pour leur « vendre » ce nouveau schéma DGFIP relayant la parole préfectorale pour vanter les points de contact.

Mais devinent-ils que la vraie nature du NRP n'est que le prétexte à une industrialisation des tâches uniquement guidée par une logique d'économies, avec bien entendu des suppressions d'emplois sans la moindre considération pour les agents de la DGFIP, les usagers et les collectivités ?

Ce sont bien les 21 trésoreries du département qui seront supprimées à partir de 2021... et remplacées par seulement 7 Services dits de gestion comptable qui devraient reprendre la mission de gestion publique attribuée actuellement à l'ensemble des trésoreries...

Les restructurations/regroupements de SIP et de SIE sont le prélude à une braderie générale prochaine des missions, avec une volonté de plus en plus manifeste de reléguer l'accueil des usagers vers les plateformes téléphoniques, les e-contacts ou le site impôts.gouv sans oublier aussi le paiement en numéraire ou carte bancaire chez les buralistes.

Vous allez essayer de rebondir en nous répondant que **les Espaces France Service** viendront opportunément apporter tout le soutien nécessaire aux nouveaux proscrits, alors que ce ne seront que des points de contact livrés à des interlocuteurs (contractuels ?) souvent le plus ignorant de nos missions et appelés à orienter les usagers vers des services dépourvus d'effectifs suffisants.

Voilà une réalité que la DRFIP PACA et le peu de services qui resteraient, risquent de vivre.

De plus, dans les documents de présentation de ce CTL, vous osez même affirmer que la présence DGFIP dans ces accueils dits de proximité sera par exemple d'**une journée tous les 2 mois** ! De qui se moque t'on ?

Nous souhaitons bien du courage aux collègues qui s'y rendront et également aux usagers qui auront eu le temps d'attendre et d'être en colère contre nos services pour avoir une réponse directe à un problème fiscal.

Ce NRP dicté par des impératifs budgétaires est porteur de lourdes conséquences pour le maillage territorial, l'exercice des missions, l'organisation des services et les conditions de travail des personnels.

L'annonce de plus de 2100 suppressions d'ETP aux Finances dans le cadre du Projet de Loi de Finances 2021 confirme que notre laminage constitue toujours une priorité pour l'exécutif.

**Voilà donc la DGFIP de demain issue du mal nommé NRP, nouveau réseau de proximité....ou plutôt une évolution de nos services vers un niveau « zéro de proximité ».**

Et ce n'est pas les plates formes d'accueil téléphonique ou les e-contacts qui arrangeront la proximité lorsqu'on voit déjà les boîtes mails des SIP exploser ou les centres de contact injoignables car surchargés d'appels pour des raisons évidentes liées aux trop nombreuses suppressions d'emplois supportées depuis tant d'années.

Est-ce que les difficultés financières des usagers pour payer leurs impôts peuvent être résolus uniquement par le site [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr), par mail ou lors d'accueil téléphonique ?

Du retour, que nous avons des agents des SIP, il est clair que la situation difficile de nos accueils est liée également à cette problématique des usagers dépourvus de moyens et d'informations. Que comptez-vous faire pour améliorer leurs conditions de travail actuelles ?

Et qui peut dire, même dans cette salle, que le site [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr) est très lisible pour comprendre toutes les subtilités fiscales liées par exemple à son prélèvement à la source ?

**Ce monde qui change, dont vous aimez l'appellation pour obéir à une politique décidée en haut lieu, n'est pas adapté à nos services DGFIP. Le plus souvent les citoyens sont demandeurs d'un vrai contact humain de proximité de nos services financiers .**

Par ailleurs, M le Directeur Régional, vous allez déplacer des agents après avoir pris leur attache à travers vos visites dites de « communication pour rassurer ».

Mais dans les faits, leur mobilité ne se fera que par obligation et vos primes de restructuration ne feront pas illusion dans la durée au regard des contraintes financières et physiques que vous ferez porter aux uns et aux autres sans parler des relocalisations présentées en grande pompe par nos Ministres le 30 septembre (ou plutôt délocalisations de nos services).

La situation des services est déjà assez compliquée du fait du dogme intolérable de réduction des effectifs systématique au titre de l'exemplarité imposée à la DGFIP depuis de trop nombreuses années : si vous ajoutez une désorganisation supplémentaire avec ce NRP et les relocalisations, vous conduirez nos services locaux dans le mur.

Et voilà maintenant que les premiers **recrutements contractuels dans la DRFIP PACA** (continus et hors mouvements) directement issu de la Loi DUSSOPT du 07/08/2019 sont en passe de paralyser les mouvements de mutations des fonctionnaires. Ceux-ci ne pouvant bouger qu'une fois par an vont voir leurs emplois filer sous leurs yeux sans rien pouvoir faire !

Sans verser dans un manichéisme exacerbé, l'idée de porter atteinte à notre administration existe. La création du **métier de Conseiller aux décideurs locaux** en a également le parfum.

Outre le fourre-tout des missions peu ou mal assurées non par faute de compétence mais par manque d'effectifs depuis des années, vous allez exposer des agents de la DGFIP à la critique.

Les CDL seront pris entre, d'un côté, des SGC aux tâches industrialisées, et anonymisées et de l'autre des collectivités appelées à apprécier la qualité du conseil.

Nous l'avons écrit à maintes reprises, le NRP qui vise à supprimer 1000 centres des finances publiques dont 14 dans les BDR n'est qu'un prétexte à une massification des tâches dans les SIP, SIE regroupés et dans les SGC nouvellement créés à la place des trésoreries.

**84 % des agents de la DGFIP estiment que la DGFIP va dans la mauvaise direction**, et beaucoup sont de plus en plus démotivés face à l'avenir de la DGFIP.

**FO DGFIP** n'est pas contre la modernisation de nos services mais elle peut se faire dans une logique de service public en renforçant aussi nos missions et en stoppant enfin les suppressions d'emplois (plus de 40 000 depuis 2002!!).

Nous revendiquons une DGFIP forte pour tous les agents et notamment pour les nouveaux qui arrivent dans un contexte pour le moins troublant.

Les recrutements sont certes importants depuis quelques années mais les départs en retraite le sont tout autant avec les suppressions d'emplois en parallèle.

**M le Directeur Régional, quel avenir leur réservez-vous à la DRFIP PACA en commençant un tel chantier de démantèlement de nos services et missions avec ce NRP ?**

Même si **FO DGFIP** est attaché au dialogue social au sein des instances paritaires, nous sommes dans l'obligation, par rapport à cette réforme du NRP totalement hors-sol, de quitter la séance en souhaitant que cette déclaration remise à la DG lui permette de mesurer l'étendu des dégâts que créera sa réforme portée localement par vos soins M le Directeur Régional.